

DOCUMENT DESCRIPTIF DE PROJET DE RECONSTITUTION DE PEUPEMENTS FORESTIERS DÉGRADÉS

Méthode reboisement

La méthode reconstitution de peuplements forestiers dégradés (reboisement) a été rédigée par le Centre national de la propriété forestière (CNPF) et indique les étapes à suivre pour la réalisation de projets de reboisement visant à développer les différents leviers d'atténuation du changement climatique dans la filière forêt-bois.

Le reboisement est l'opération qui permet la replantation sur des terres forestières qui ont subi des dégâts lourds à la suite de tempêtes, incendies ou dépérissements intenses, afin de reconstituer des terres forestières viables.

Fiche d'identité du projet

<i>Nom du projet</i>	Reboisement St Geyrac
<i>Localisation</i>	24330 Saint Geyrac
<i>Description du projet</i>	<p>Ce projet de reboisement après exploitation d'un taillis de chataigniers dépérissants est lié à un projet de boisement mitoyen sur une friche agricole. Il concerne 3,2 ha (dont 1,24 ha de boisement et 1,96 ha de reboisement)</p> <p>Le GF de Guichégu a reçu ces parcelles dans le cadre d'un échange (remembrement local sous l'égide de la Safer). Le GF de Guichégu gère un massif d'environ 200 ha à cheval sur St Geyrac, La Douze et Rouffignac en Dordogne. Cette forêt a été durement impactée par la tempête de 1999 et été reconstituée à près de 60% jusqu'en 2008. L'environnement local est composé essentiellement de taillis de chataigniers dépérissants et de mélange de taillis/futaie (pin maritime/chêne tauzin). Le GFG est l'un des rares propriétaires forestiers à gérer sa forêts. S'engager dans un boisement et reboisement de ces 3,2 ha est un investissement non négligeable, bénéfique au climat et à la biodiversité mais qui nécessite le soutien du dispositif LBC.</p>
<i>Réductions d'émissions totales générables</i>	474 tCO ₂
<i>Indice des co-bénéfices</i>	Socio-économique : 36 % Préservation des sols : 50 % Biodiversité : 62 % Eau : 0 %
<i>Porteur de projet ou Mandataire</i>	Groupement Forestier de Guichégu

Coordonnées

Courriel : gwenael.postec@free.fr
Téléphone : 06 87 73 68 85

1. LE PORTEUR DE PROJET OU LE MANDATAIRE

Mandat [LE CAS ÉCHÉANT]

Conformément au [référentiel du label bas-carbone](#), si un Mandataire effectue la demande de labellisation au nom et pour le compte d'un ou plusieurs Porteur(s) de projet individuel(s), fournir au dossier de demande [\[document 0\]](#) :

- Un document listant le(s) projet(s) individuel(s) connu(s) à date : nom et localisation(s) du ou des projet(s), identité et contact du ou des propriétaire(s).
- Un document attestant du mandat détenu par le Mandataire signé par le(s) propriétaire(s), de l'engagement à maintenir l'état boisé du futur projet pendant au moins 30 ans et à accepter les contrôles éventuels de l'Autorité. Ce document doit comporter les mentions obligatoires suivantes :

« Conformément au référentiel du label Bas-Carbone, je reconnais que :

- Le Mandataire est l'unique interlocuteur de l'Autorité et les rapports existant entre lui et le(s) propriétaire(s) ne relèvent pas de la responsabilité de l'Autorité ;
- La conformité du ou des projet(s) individuel(s) au référentiel du label Bas-Carbone est contrôlée au préalable de son ajout par le Mandataire, sans préjudice des résultats de l'instruction par l'Autorité.

Par ailleurs, en tant que propriétaire, je m'engage à :

- Maintenir l'état boisé du futur projet pendant au moins 30 ans pour garantir les réductions d'émissions qui pourraient être générées par celui-ci.
- Accepter les contrôles aléatoires éventuels de l'Autorité à tous les stades de mon projet ainsi que leurs résultats. »

Statut juridique

- Propriétaire en nom propre
- Gérant d'une société : groupement forestier (GF), groupement foncier agricole (GFA), groupement foncier rural (GFR), autre société civile immobilière (SCI)...
- Président mandaté d'une structure de regroupement de propriétaires (ASL, ASLGF...)
- Représentant mandaté d'une indivision
- Président d'une fondation, autre association
- Représentant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI)
- Autre, préciser :

Identité

Le Porteur de projet ou le Mandataire est une personne physique

Civilité (*le cas échéant*) : Madame
 Monsieur

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom :

Date de naissance :

Le Porteur de projet ou le Mandataire est une personne morale

Numéro SIRET (14 chiffres) : 75152511400029

Raison sociale : Groupement Forestier de Guichégu

Appellation commerciale (*le cas échéant*) : GFG

Nom et prénom du représentant légal : Postec Gwenaël

Qualité : gérant

Nom et prénom du représentant du projet (*si différent*) :

Fonction du responsable du projet (*si différent*) :

Coordonnées (personne physique ou morale)

Adresse : 76, avenue Jean Jaurès

Code postal : 92140

Commune : Clamart

Téléphone fixe :

Téléphone portable : 06 87 73 68 85

Courriel : gwenael.postec@free.fr

2. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Les documents suivants doivent être joints au dossier de demande de labellisation :

- Une matrice cadastrale de moins d'un an justifiant la propriété des parcelles objet du projet de reboisement ou un acte notarié [\[document 1\]](#) ;
- Une copie certifiant l'existence d'un document de gestion durable [\[document 2\]](#) :
 - ✓ Pour une forêt dotée d'un PSG, une copie de la décision d'agrément du PSG par le conseil de centre du CRPF ;
 - ✓ Pour une forêt dotée d'un CBPS, le courrier du CRPF notifiant l'adhésion du propriétaire au CBPS ;
 - ✓ Pour une forêt dotée d'un RTG, la décision d'agrément du RTG par le conseil du centre du CRPF et l'adhésion du propriétaire au RTG (signée par le propriétaire et le rédacteur) ou, en son absence, la copie du RTG ;
 - ✓ Pour toute forêt de collectivité, une copie de l'arrêté d'aménagement portant approbation du document d'aménagement de la forêt de la collectivité par le préfet de Région ;
 - ✓ Pour toute forêt domaniale, une copie de l'arrêté d'aménagement portant approbation du document d'aménagement de la forêt domaniale par le ministre en charge des forêts.

- Un avenant au document de gestion durable en cours de validité ou une modification d'aménagement pour intégrer les parcelles nouvellement boisées, à transmettre à l'Autorité dans les 12 mois au plus tard à compter de la date de réception des travaux de reboisement. Ce document est à envoyer une fois finalisé [\[document 2 bis\]](#).
- En l'absence de document de gestion durable agréé au moment du dépôt de projet, démontrer qu'un document de gestion durable est au moins en cours de rédaction (courrier ou courriel du rédacteur attestant de la rédaction en cours, courrier ou courriel du CRPF attestant de la réception du document ou de son instruction en cours...) [\[document 2 ter\]](#). Le document est ensuite à envoyer à l'Autorité une fois approuvé.
- Pour les regroupements en association (ASL, ASLGF...) ou les SCI (GF, GFR, GFA...), une délibération datant de moins d'un an et attestant de son habilitation à représenter l'association, la SCI... [\[document 3\]](#).

3. LE PROJET DE REBOISEMENT

Type de projet de reboisement

Cas n° 1 : La forêt a été détruite par une tempête

- Donner l'estimation du taux de chablis en nombre de tiges :
- Indiquer la surface à reboiser :
- Joindre des photographies aériennes avant et après tempête ainsi qu'une photographie actuelle [\[document 4\]](#).

Cas n° 2 : La forêt a été détruite par un incendie

- Indiquer la surface incendiée :
- Joindre des photographies aériennes avant et après incendie ainsi qu'une photographie actuelle [\[document 4\]](#).

Cas n° 3 : La forêt subit un dépérissement intense

- Indiquer la surface atteinte : 1,96 ha
- Joindre des photographies actuelles *in situ* mettant en évidence le dépérissement intense [\[document 4\]](#).
- Joindre le résultat du diagnostic DEPERIS ou, en forêt privée, le cas échéant, à la place du résultat DEPERIS, joindre la copie du courrier du CRPF délivrant un avis favorable à une coupe d'urgence [\[document 4 bis\]](#).

Dans tous les cas, un diagnostic IBP doit être réalisé pour les projets de plus de 2 ha [\[document 5\]](#).

Classe de fertilité retenue

- Je joins à mon dossier de demande de labellisation une attestation signée par un professionnel forestier indiquant le choix de la classe de fertilité [\[document 6\]](#).

→ Aucun rabais sur les réductions d'émissions générables par le projet n'est appliqué

La classe de fertilité retenue est la suivante :

Ne connaissant pas la classe de fertilité, j'ai opté pour une classe « moyenne », ni trop productive ni trop improductive (fournir la justification [\[document 6\]](#)).

→ Un rabais de 10 % sur les réductions d'émissions générables par le projet est appliqué

La classe de fertilité « moyenne » est la suivante :

Description technique du projet de reboisement

Identifier les parcelles cadastrales sur lesquelles se situe le projet de reboisement, en renseignant les noms des propriétaires dans le cas d'un regroupement, les communes de situation, les références cadastrales, ainsi que la surface de projet sur ces parcelles cadastrales et les essences retenues.

Propriétaire	Commune	Références cadastrales	Surface à reboiser (ha) [A]	Essence	Coût des travaux (€/ha) [B]	Coût total des travaux (€) [C=AxB]
Groupement Forestier de Guichégu	Saint Geyrac	B733p	1,262	Pin maritime & feuillus bordure	2532	3195
Groupement Forestier de Guichégu	Saint Geyrac	B732p	0,2	Pin maritime & feuillus bordure	2532	506
Groupement Forestier de Guichégu	Saint Geyrac	B623	0,1242	Pin maritime & feuillus bordure	2532	314
Groupement Forestier de Guichégu	Saint Geyrac	B624	0,0328	Pin maritime & feuillus bordure	2532	83
Groupement Forestier de Guichégu	Saint Geyrac	B625	0,126	Pin maritime	2532	319
Groupement Forestier de Guichégu	Saint Geyrac	B626	0,216	Pin maritime & feuillus bordure	2532	547

Nombre de propriétaires concernés par le projet : 1

Surface totale du projet : **1,96 ha**

Coût des travaux à l'hectare (facultatif : sur présentation de devis [\[document 7\]](#)) : **2532 €/ha**

Budget total estimatif du projet de reboisement : **4964 €**

Choix des densités de plantation par essence retenue dans le projet en plants/ha :

Essence	Pin martime VF3	Alisier	Cormier	Chêne chevelu	poirier sauvage	pommier sauvage
Densité	1400	2	3	30	3	2

4. ADDITIONNALITÉ

Il s'agit de démontrer, conformément à la Méthode reboisement, les raisons pour lesquelles le projet ne pourrait pas voir le jour sans financement générant des réductions d'émissions labellisées.

Analyse des aides publiques existantes pour le reboisement

Il existe des aides publiques pour le reboisement que le Porteur de projet ou le Mandataire pourrait solliciter.

Analyse des aides existantes auxquelles le Porteur de projet ou le Mandataire pourrait avoir droit pour le reboisement :

Aides au reboisement de la région Nouvelle Aquitaine pour taillis dépérissants (20% d'un forfait de 2500 €/ha). Cette aide a été accordée suite à la visite d'un technicien de la DDT24 pour constater l'état avancé de dépérissement des taillis de châtaigniers.

Le Porteur de projet ou le Mandataire ne peut pas solliciter ces aides publiques car :

- il est inéligible aux critères d'éligibilité, préciser pourquoi :
- elles sont insuffisantes eu égard au coût du projet, préciser pourquoi :
- autre raison, préciser laquelle :

Il n'existe aucune aide publique pour le reboisement que le Porteur de projet ou le Mandataire pourrait solliciter. Justifier :

Analyse économique

Le Porteur de projet ou le Mandataire ne fait pas d'analyse économique
→ **Application d'un rabais de 10 % sur les réductions d'émissions générables par le projet**

Le Porteur de projet ou le Mandataire fait une analyse économique [document 8] (cf. Méthode reboisement) :

- Des devis sont joints pour l'estimation de l'analyse économique.
- Aucun devis n'est joint pour l'estimation de l'analyse économique.

→ **Application d'un rabais de 5 % sur les réductions d'émissions générables par le projet**

VAN₁ du scénario de référence (selon choix fait en partie 3 : tempête, incendie, dépérissement intense) (cf. **équation 2 de la Méthode**) = 57 €

VAN₂ du projet de reboisement (cf. **équation 1 de la Méthode**) = -538 €

Si $\Delta VAN < 0$, l'additionnalité économique est démontrée (cf. **équation 1 de la Méthode**) :

$$\Delta VAN = VAN_2 - VAN_1 = -595 \text{ €}$$

5. ÉVALUATION DES CO-BÉNÉFICES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Évaluation des co-bénéfices

Pour chaque catégorie de co-bénéfice, le Porteur de projet ou le Mandataire pourra proposer des co-bénéfices supplémentaires inhérents à son projet ; chaque co-bénéfice ajouté ne pourra rapporter qu'un seul point. Ces co-bénéfices seront suivis et vérifiés. Par conséquent, le Porteur de projet ou le Mandataire devra avoir en tête que chaque co-bénéfice ajouté devra être facilement vérifiable par l'Auditeur qui réalisera la vérification, au risque d'engendrer un surcoût qu'il devra supporter financièrement.

Type de co-bénéfice	Intitulé	Critère d'évaluation	Valeur du bonus
Socio-économique	Création de plus-value économique territoriale (1/2)	<input type="checkbox"/> La majorité des entreprises de travaux forestiers (ETF) retenues sont situées dans un rayon de 50 km autour du chantier de reboisement. <i>Nom et distance des entrepreneurs :</i>	+ 3
		<input checked="" type="checkbox"/> La majorité des entreprises de travaux forestiers (ETF) retenues sont situées dans un rayon entre 50 et 100 km autour du chantier de reboisement. <i>Nom et distance des entrepreneurs :</i> ETF Bouyssou - 24560 Issigeac - 60 km ETF Roussillon - 24410 Echourgnac - 68 km	+ 2
Socio-économique	Intégration par l'emploi	<input type="checkbox"/> Une partie des travaux sera réalisée par des entreprises de réinsertion professionnelle ou d'aide à l'emploi de personnes en situation de handicap. <i>Nom et distance de l'entreprise :</i>	+ 5
Socio-économique	Valorisation locale des bois récoltés	<input type="checkbox"/> Les bois récoltés ou vidangés sont valorisés par une entreprise de 1 ^{ère} transformation située dans un rayon de 50 km du chantier de reconstitution. <i>Nom et distance de l'entreprise :</i>	+ 3
Socio-économique	Certification forestière	<input checked="" type="checkbox"/> Adhésion à une certification de gestion durable (PEFC, FSC...).	+ 5
Socio-économique	Regroupement de la gestion forestière	<input type="checkbox"/> Le reboisement a lieu dans le cadre d'un projet collectif de regroupement de plusieurs propriétaires (ASLGF, GIEEF...).	+ 5
Socio-économique	Assurance forestière	<input checked="" type="checkbox"/> Le propriétaire a souscrit une assurance forestière, en particulier en cas d'incendie et tempête qui couvre une partie des frais de reboisement.	+ 1
Préservation des sols	Nettoyage du sol	<input checked="" type="checkbox"/> Nettoyage partiel (au moins 50 % de la surface n'est pas impactée).	+ 3

		<input type="checkbox"/> Absence de nettoyage après exploitation de la parcelle.	+ 5
Préservation des sols	Préparation du sol	<input checked="" type="checkbox"/> Préparation du sol en bandes.	+ 1
		<input type="checkbox"/> Préparation du sol par potets travaillés.	+ 2
		<input type="checkbox"/> Absence de préparation du sol.	+ 3
Biodiversité	Introduction de biodiversité (1/2)	<input checked="" type="checkbox"/> Reboisement avec 3 essences (ou plus), dont au moins 2 essences autochtones représentent au moins 40 % des plants. Citer ces essences et leur proportion : Pin maritime, alisier, cormier	+ 5
		<input type="checkbox"/> Reboisement en mélange de 2 essences, avec au moins 10 % des plants avec une essence autochtone. Citer ces essences et leur proportion :	+ 1
Biodiversité	Introduction de biodiversité (2/2)	<input checked="" type="checkbox"/> Création de bordures feuillues linéaires (routes, chemins, limites de parcelles).	+ 1
Biodiversité	Préservation de la biodiversité préexistante (1/2)	<input type="checkbox"/> Si projet inférieur à 2 ha, réalisation d'un relevé IBP et justification de l'intégration des éléments en découlant dans l'opération de reconstitution. Indiquer la note de l'IBP : → IBP peuplement et gestion = → IBP contexte = → IBP total = Justifier comment l'IBP a été intégré dans les travaux de reboisement :	+ 5
Biodiversité	Préservation de la biodiversité préexistante (2/2)	<input checked="" type="checkbox"/> Maintien d'arbres d'intérêt écologique ou de bordures boisées présentes à l'intérieur ou en limite des parcelles à reboiser.	+ 2
Eau	Prise en compte de milieux aquatiques ou humides (1/2)	<input type="checkbox"/> Choix d'essences adaptées aux bordures de milieux aquatiques (ruisseaux, mares, étangs) et zones humides éventuellement présentes (justifier leur adéquation). Citer ces essences et justifier de leur adéquation :	+ 1
Eau	Prise en compte de milieux aquatiques ou humides (2/2)	<input type="checkbox"/> Le reboisement résineux est effectué à plus de 10 m de la bordure d'un cours d'eau.	+ 1
Eau	Amélioration de la biodiversité liée aux milieux humides	<input type="checkbox"/> Restauration de milieux humides (curage de mardelles, mares...) ou création <i>ex nihilo</i> d'une ripisylve feuillue. Indiquer l'opération prévue :	+ 5

Autres co-bénéfices au choix (chaque co-bénéfice ajouté vaut 1 point) :

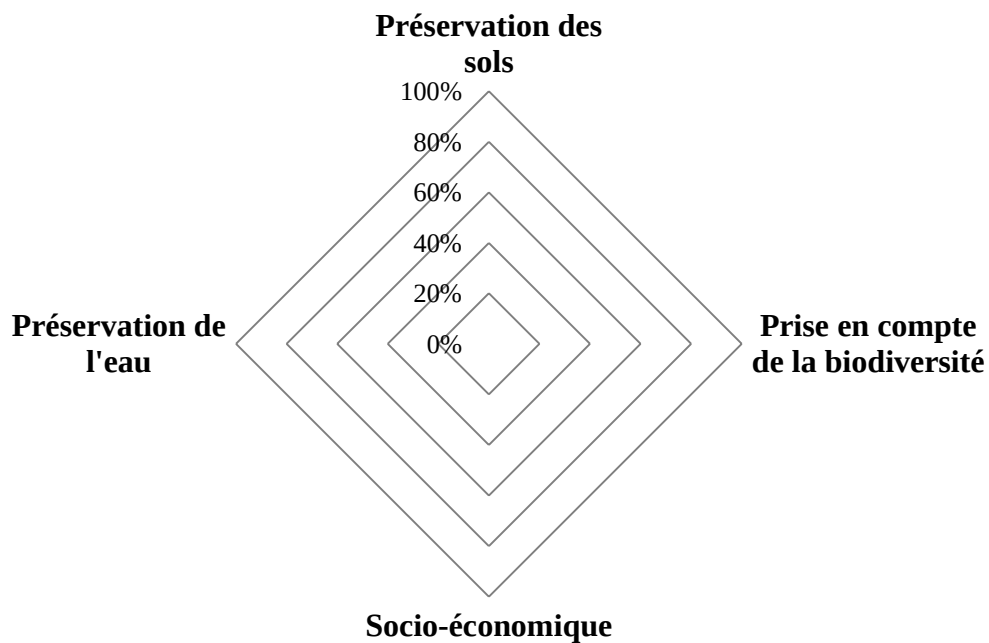
Calcul de l'indice total de prise en compte des co-bénéfices (additionner les bonus ayant pu être justifiés) :

- Socio-économique : 8 / 22 soit 36 %
- Préservation des sols : 4 / 8 soit 50 %
- Prise en compte de la biodiversité :
 - Projet de moins de 2 ha : 8 / 13 soit 62 %
 - Projet de plus de 2 ha : / 8 soit %
- Préservation de l'eau : / 7 soit %

Diagramme de Kiviat

[FACULTATIF]

Tracer le diagramme de Kiviat (notation du projet vis-à-vis des co-bénéfices) :



6. INTÉGRATION DU RISQUE DE NON PERMANENCE

Risques de dépérissement/inadéquation à la station

Justifier l'adéquation des essences de reboisement à la station :

Le pin maritime est l'essence qui vient le plus couramment en régénération naturelle dans les taillis de chataignier. Le chataignier n'est plus adapté au contexte stationnel de Dordogne du fait du changement climatique et dépérit de façon dramatique. Le pin maritime est une essence capable de passer les mois d'été présentant parfois des sécheresses sévères et longues. Au vu des nombreuses expériences réalisées antérieurement (robinier faux accacia, chêne rouge, pin laricio, cèdre etc...) c'est l'essence clairement la plus adaptée actuellement dans cette zone. Cette essence ainsi que les essences de bordure sont choisies par le gestionnaire forestier professionnels. Il y a une volonté de mettre des essences de bordure pour plusieurs raisons (biodiversité, barrière anti-feu, agrément le long des chemins de randonnées, arbres fruitiers pour nourrir les insectes et les animaux de la forêt).

Risques généraux, difficilement maîtrisables

→ **Pour tenir compte des risques généraux difficilement maîtrisables (scolytes, ravageurs, maladies, tempête...), un rabais de 10 % est automatiquement appliqué aux réductions d'émissions générables par le projet.**

Risque d'incendie

Le projet est-il situé dans un département exposé au risque d'incendie tel que défini par l'article L133-1 du Code forestier (cf. Méthode reboisement) ? Il conviendra d'adjoindre une copie des pages du PDPFCI pour justifier la classe de risque [\[document 9\]](#).

Oui. Dans la commune de localisation du projet, le risque est répertorié comme :

Négligeable → **Aucun rabais sur les réductions d'émissions générables par le projet n'est appliqué.**

Très faible à faible → **Un rabais de 5 % sur les réductions d'émissions générables par le projet est appliqué.**

Moyen → **Un rabais de 10 % sur les réductions d'émissions générables par le projet est appliqué.**

Fort à très fort → **Un rabais de 15 % sur les réductions d'émissions générables par le projet est appliqué.**

Non mais un PDPFCI ou un PRDFCI a toutefois été validé par le préfet dans le département ou la région. Dans la commune de localisation du projet, un risque d'incendie est-il répertorié ?

Oui → **Appliquer les mêmes rabais que précédemment selon l'intensité du risque.**

Non → **Aucun rabais sur les réductions d'émissions générables par le projet n'est appliqué.**

Non et il n'existe aucun PDPFCI ni PRDFCI en cours de validité dans le département ou la région.

7. QUANTIFICATION DES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS GÉNÉRABLES PAR LE PROJET

Table de production retenue pour le scénario de reboisement et pour le scénario de référence

Indiquer la référence bibliographique pour la table de production retenue pour le scénario de reboisement et pour le scénario de référence :

Table Decourt - classe 2 - VF3

Joindre une copie de la table de production utilisée au dossier de demande [\[document 10\]](#).

Choix du type de réductions d'émissions valorisées

En plus des réductions d'émissions anticipées « forêt » (stockage dans les compartiments forestiers uniquement), souhaitez-vous valoriser d'autres réductions d'émissions ? Au choix :

- Oui, je souhaite valoriser des réductions d'émissions anticipées « produits ».
- Oui, je souhaite valoriser des réductions d'émissions de l'empreinte correspondant aux effets de substitution.
- Non, je ne souhaite pas valoriser d'autres types de réductions d'émissions.

Rabais applicables

Résumé des différents rabais applicables au projet :

Rabais pour absence d'analyse économique pour l'additionnalité (0 ou - 10 %)

→ Valeur applicable pour le projet : **0 %**

Rabais pour absence de devis dans le calcul de VAN (0 ou - 5 %)

→ Valeur applicable pour le projet : **0 %**

Rabais pour les risques généraux difficilement maîtrisables (- 10 %)

→ Valeur applicable pour le projet : **- 10 %**

Rabais pour le risque d'incendie (0, - 5, - 10 ou - 15 %)

→ Valeur applicable pour le projet : **-15 %**

Rabais sur la classe de fertilité (0 ou - 10 %)

→ Valeur applicable pour le projet : **0 %**

Réductions d'émissions anticipées « forêt »

[OBLIGATOIRE]

Indiquez ci-après le nombre de réductions d'émissions anticipées « forêt » correspondant au gain carbone escompté à 30 ans dans la biomasse forestière (cf. [équations 5, 6, 7, 13, 14, 15 et 16 de la Méthode](#)) :

$$REA_{\text{forêt}} = 465 \text{ tCO}_2$$

Intégration des rabais

Suite aux précédents rabais, utiliser l'**équation 18 de la Méthode** pour calculer le nombre de réductions d'émissions générables par le projet sur 30 ans (**les rabais sont à multiplier entre eux**) :

$$\text{REA}_{\text{forêt générables}} = 355 \text{ tCO}_2$$

Réductions d'émissions anticipées « produits »

[FACULTATIF]

Indiquez ci-après le nombre de réductions d'émissions anticipées « produits » correspondant au gain carbone escompté sur 30 ans (cf. **équations 8, 9 et 10 de la Méthode**) :

$$\text{REA}_{\text{produits}} = 31 \text{ tCO}_2$$

Intégration des rabais

Suite aux précédents rabais, utiliser l'**équation 18 de la Méthode** pour calculer le nombre de réductions d'émissions générables par le projet sur 30 ans (**les rabais sont à multiplier entre eux**) :

$$\text{REA}_{\text{produits générables}} = 24 \text{ tCO}_2$$

Réductions d'émissions indirectes

[FACULTATIF]

Indiquez ci-après le nombre de réductions d'émissions indirectes correspondant au gain carbone escompté sur 30 ans (cf. **équation 11 de la Méthode**) :

$$\text{REI}_{\text{substitution}} = 124 \text{ tCO}_2$$

Intégration des rabais

Suite aux précédents rabais, utiliser l'**équation 18 de la Méthode** pour calculer le nombre de réductions d'émissions générables par le projet sur 30 ans (**les rabais sont à multiplier entre eux**) :

$$\text{REI}_{\text{substitution générables}} = 95 \text{ tCO}_2$$

Total des réductions d'émissions

Utiliser l'**équation 12 de la Méthode** pour calculer les réductions d'émissions de l'empreinte :

$$\text{REE}_{\text{totales générables}} = 474 \text{ tCO}_2$$

Fournir une feuille de calcul des rabais et des différentes REA et REI [[document 11](#)].

Liste des documents à fournir à l'appui de la demande

Propriétaire	Forêts privées	Forêts des collectivités	Forêts de l'État
Si mandat [LE CAS ÉCHÉANT] <i>[document 0]</i>	Liste du ou des projet(s) individuel(s) + lettre attestant du mandat détenu et comportant les mentions obligatoires	Liste du ou des projet(s) individuel(s) + lettre attestant du mandat détenu et comportant les mentions obligatoires	Liste du ou des projet(s) individuel(s) + lettre attestant du mandat détenu et comportant les mentions obligatoires
Attestation de propriété [OBLIGATOIRE] <i>[document 1]</i>	Matrice cadastrale de moins d'un an ou acte notarié	Matrice cadastrale de moins d'un an ou acte notarié	Matrice cadastrale de moins d'un an ou acte notarié
Justificatif de document de gestion durable [OBLIGATOIRE]* <i>[document 2]</i>	PSG ou CBPS+ : copie de la décision d'agrément du document de gestion par le conseil de centre du CRPF. CBPS : courrier du CRPF notifiant l'adhésion du propriétaire au CBPS. RTG : décision d'agrément du RTG par le conseil de centre du CRPF + adhésion du propriétaire au RTG (signée par le propriétaire et le rédacteur) ou, en son absence, copie du RTG	Copie de l'arrêté d'aménagement portant approbation du document d'aménagement de la forêt de la collectivité par le préfet de Région	Copie de l'arrêté d'aménagement portant approbation du document d'aménagement de la forêt domaniale par le ministre en charge des forêts
Avenant au document de gestion durable [OBLIGATOIRE]* <i>[document 2 bis]</i>	Avenant au document de gestion durable	Modification d'aménagement + délibération de la collectivité	Modification d'aménagement
Si absence de document de gestion durable [OBLIGATOIRE]* <i>[document 2 ter]</i>	Rédaction d'un document de gestion durable dans les 12 mois à compter de la date de réception des travaux + document démontrant qu'il est au moins en cours de rédaction (courrier ou courriel du rédacteur, courrier ou courriel du CRPF attestant de la réception du document ou de son instruction en cours)	Rédaction d'un aménagement dans les 12 mois à compter de la date de réception des travaux + document démontrant qu'il est au moins en cours de rédaction	Rédaction d'un aménagement dans les 12 mois à compter de la date de réception des travaux + document démontrant qu'il est au moins en cours de rédaction
Si regroupement [LE CAS ÉCHÉANT] <i>[document 3]</i>	Mandat dûment signé par les propriétaires identifiant le représentant	-	-

État actuel de la parcelle [OBLIGATOIRE] <i>[document 4]</i>	Orthophotos (avec superposition du fond cadastral) et photographies <i>in situ</i> du sinistre datant d'un an maximum avant la date de dépôt du document de projet	Orthophotos (avec superposition du fond cadastral) et photographies <i>in situ</i> du sinistre datant d'un an maximum avant la date de dépôt du document de projet	Orthophotos (avec superposition du fond cadastral) et photographies <i>in situ</i> du sinistre datant d'un an maximum avant la date de dépôt du document de projet
Diagnostic DEPERIS [LE CAS ÉCHÉANT] <i>[document 4 bis]</i>	Diagnostic DEPERIS pour démontrer l'état « intense » du dépérissement ou fournir une copie de la lettre du CRPF délivrant un avis favorable à une coupe d'urgence	Diagnostic DEPERIS pour démontrer l'état « intense » du dépérissement ou fournir une copie de la lettre du CRPF délivrant un avis favorable à une coupe d'urgence	Diagnostic DEPERIS pour démontrer l'état « intense » du dépérissement ou fournir une copie de la lettre du CRPF délivrant un avis favorable à une coupe d'urgence
Diagnostic IBP [OBLIGATOIRE] <i>[document 5]</i>	Pour les projets de plus de 2 ha, diagnostic IBP et justification de son intégration	Pour les projets de plus de 2 ha, diagnostic IBP et justification de son intégration	Pour les projets de plus de 2 ha, diagnostic IBP et justification de son intégration
Classe de fertilité [OBLIGATOIRE] <i>[document 6]</i>	Attestation signée par un professionnel indiquant le choix de la classe de fertilité ou justification pour le choix d'une classe « moyenne »	Attestation signée par un professionnel indiquant le choix de la classe de fertilité ou justification pour le choix d'une classe « moyenne »	Attestation signée par un professionnel indiquant le choix de la classe de fertilité ou justification pour le choix d'une classe « moyenne »
Coût des travaux à l'hectare [FACULTATIF] <i>[document 7]</i>	Devis	Devis	Devis
Analyse économique [FACULTATIF] <i>[document 8]</i>	Feuille de calcul des VAN	Feuille de calcul des VAN	Feuille de calcul des VAN
Risque d'incendie [LE CAS ÉCHÉANT] <i>[document 9]</i>	Copie des pages du PDPFCI ou PRDFCI si existant	Copie des pages du PDPFCI ou PRDFCI si existant	Copie des pages du PDPFCI ou PRDFCI si existant
Table de production [OBLIGATOIRE] <i>[document 10]</i>	Copie de la table de production retenue	Copie de la table de production retenue	Copie de la table de production retenue
Rabais et réductions d'émissions [OBLIGATOIRE] <i>[document 11]</i>	Feuille de calcul détaillant les rabais et les modalités de calcul des REA et REE	Feuille de calcul détaillant les rabais et les modalités de calcul des REA et REE	Feuille de calcul détaillant les rabais et les modalités de calcul des REA et REE

* Fournir les documents *[document 2]* et *[document 2 bis]* ou *[document 2 ter]*.

Résumé des documents à fournir :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> [document 0] [LE CAS ÉCHÉANT] | <input type="checkbox"/> [document 5] [OBLIGATOIRE] |
| <input checked="" type="checkbox"/> [document 1] [OBLIGATOIRE] | <input checked="" type="checkbox"/> [document 6] [OBLIGATOIRE] |
| <input checked="" type="checkbox"/> [document 2] et [document 2 bis]
ou [document 2 ter] [OBLIGATOIRE] | <input checked="" type="checkbox"/> [document 7] [FACULTATIF] |
| <input checked="" type="checkbox"/> [document 3] [LE CAS ÉCHÉANT] | <input checked="" type="checkbox"/> [document 8] [FACULTATIF] |
| <input checked="" type="checkbox"/> [document 4] [OBLIGATOIRE] | <input checked="" type="checkbox"/> [document 9] [LE CAS ÉCHÉANT] |
| <input checked="" type="checkbox"/> [document 4 bis] [LE CAS ÉCHÉANT] | <input checked="" type="checkbox"/> [document 10] [OBLIGATOIRE] |
| | <input checked="" type="checkbox"/> [document 11] [OBLIGATOIRE] |

Merci de nommer les documents sous la forme « [document X] ... ». Tout dossier incomplet ne permettra pas son instruction par l’Autorité.

Signature

- Je reconnais que toutes les informations renseignées dans le présent formulaire sont exactes.
- Je reconnais que mon projet de reboisement ne fait pas partie d'une mesure compensatoire de reboisement prévue à l'article L. 341-6 du Code forestier.
- Je reconnais que mon projet ne bénéficie pas d'une obligation réelle environnementale telle que prévue à l'article L. 132-3 du Code de l'environnement.
- Je reconnais que mon projet de reboisement n'est pas empêché au titre des réglementations environnementales citées par l'article L. 122-8 du Code forestier.
- Je m'engage à maintenir l'état boisé du futur reboisement pendant au moins 30 ans pour garantir les réductions d'émissions qui pourraient être générées par mon projet.
- Je m'engage à gérer ma forêt selon un document de gestion durable agréé intégrant les parcelles objet du projet de reconstitution. En cas d'absence de document de gestion durable lors du dépôt du présent document de projet, je m'engage à présenter, dans les douze mois à compter de la réception des travaux de reboisement, un document de gestion durable intégrant les parcelles objet du projet de reboisement.
- Je reconnais avoir pris connaissance de la Méthode reconstitution de peuplements forestiers dégradés du label bas-carbone ainsi que du référentiel paru au Journal officiel de la République française du 29 novembre 2018 et publiés sur le site officiel du label bas-carbone : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/label-bas-carbone>.
- J'ai connaissance que ce projet, s'il est validé par l'Autorité, vise la certification des réductions d'émissions susmentionnées auprès du label bas-carbone, réductions qui seront attribuées après une vérification de terrain qui sera à ma charge.
- Je m'engage à accepter les contrôles aléatoires éventuels de l'Autorité à tous les stades de son projet ainsi que leurs résultats (en adéquation avec la Section VI du référentiel).

Si mandat :

- En tant que Mandataire, je joins à ce document de projet une lettre signée de tous les propriétaires que je représente par laquelle ils s'engagent à maintenir l'état boisé de leurs parcelles pendant une durée minimale de 30 ans et à les gérer selon un document de gestion durable.
- En tant que Mandataire, je reconnais être l'unique interlocuteur de l'Autorité et que les rapports existant entre moi et les propriétaires ne relèvent pas de la responsabilité de l'Autorité.
- En tant que Mandataire, je m'engage à ce que la conformité des projets individuels au projet collectif soit contrôlée au préalable de son ajout par celui-ci, sans préjudice des résultats de l'instruction par l'Autorité.

Lieu, date

Clamart, 27/11/2019

Signature

G.
